

de protéger le public contre l'exploitation. Nous avons démontré que nous n'hésitons pas à exercer cette autorité au besoin, et cette attitude a été une grande protection pour le peuple.

Les ouvriers et les agriculteurs désiraient la mitigation des régies du temps de guerre

Les ouvriers et les agriculteurs, qui avaient, dans l'ensemble, accepté loyalement la régie des salaires et des prix agricoles pendant la guerre, ne voulaient certes pas qu'on maintienne cette régie longtemps après la fin des hostilités. Le plafonnement des prix en temps de guerre reposait sur la régie des salaires et la régie des prix agricoles. L'adoucissement de la régie des salaires et la hausse des prix des produits primaires ont nécessité le relèvement des prix exigés du consommateur. Cet enchaînement est maintenant devenu plus ou moins apparent. Mais on ne s'est pas aussi bien rendu compte de la façon dont, depuis plus de deux ans, la suppression graduelle et ordonnée des régies a ralenti la hausse inévitable des prix. Il ne faut pas l'oublier, du point de vue du coût de la vie, la régie la plus importante (celle des loyers des habitations) est encore maintenue.

Pourquoi ne pas simplement régir les prix des vivres?

Les prix des denrées alimentaires ont accusé les hausses plus remarquables. Une foule de gens, en particulier dans les villes, conviennent que l'établissement d'un plafond général des prix est irréalisable, mais ils sont d'avis qu'il devrait exister des prix maximums à l'égard des denrées alimentaires essentielles. Une telle proposition ne manque pas de plaire aux personnes à revenus modiques, dont les frais alimentaires augmentent d'un mois à l'autre. Mais examinons la situation sous un autre angle. Si le gouvernement, en régissant les prix des denrées alimentaires, les maintient à un bas niveau et que, par ailleurs, il permette à d'autres prix de monter, les cultivateurs et les autres producteurs de vivres auront l'impression qu'on enraye à leurs dépens la hausse du coût de la vie des citoyens. Les prix de la plupart des vivres produits au Canada sont encore beaucoup plus bas que ceux des mêmes vivres aux Etats-Unis. Les cultivateurs de chez nous sont disposés à accepter des prix un peu plus faibles, parce que les prix et les frais de production des autres denrées sont également encore un peu moins élevés au Canada. C'est aussi qu'ils désirent assurer l'existence d'un programme à longue portée en matière de stabilisation des prix des produits de la ferme.

Pourquoi pas de subventions?

Déjà on soutient en certains milieux que les cultivateurs devraient porter le fardeau des bas prix pour le reste de la

population et que le gouvernement devrait leur assurer les cours mondiaux et abaisser, au moyen de subventions, les prix que paie le consommateur canadien. A l'appui de cette thèse, on invoque souvent l'exemple de la Grande-Bretagne. Or, et il importe de le rappeler, le gouvernement de la Grande-Bretagne a annoncé qu'il n'affecterait à cette fin aucune subvention nouvelle. Nombre de ses propres partisans proclament ouvertement qu'en Grande-Bretagne les subventions des vivres constituent une charge trop lourde.

Raisons d'augmenter les prix

Depuis la guerre, deux circonstances expliquent en majeure partie l'augmentation des prix au Canada. La première, c'est la suppression des subventions, laquelle visait à soulager considérablement les contribuables des lourds impôts du temps de guerre.

L'autre circonstance qui a provoqué une hausse des prix au Canada, c'est la hausse beaucoup plus rapide des cours mondiaux, plus spécialement celle des prix aux Etats-Unis. Chacun conviendra sûrement de l'impossibilité d'empêcher les prix en vigueur hors du Canada d'influer sur nos propres cours. Les cours en vigueur aux Etats-Unis ont des répercussions plus directes sur les prix canadiens. Il ne peut en être autrement puisque ce pays nous fournit une si large part de nos denrées de consommation courante et que nos producteurs écoulent beaucoup de leurs produits chez nos voisins.

Notre niveau de prix ne peut trop s'écarter de celui des Etats-Unis; il en résulterait au Canada d'intolérables conflits de classes et d'intérêts. Incidemment, la dévalorisation du dollar canadien augmenterait encore le coût de la vie au Canada. C'est pourtant l'unique solution que propose un des partis de l'opposition, pour résoudre le problème du change.

Certes, nous ne pouvons maintenir une forte différence entre les prix aux Etats-Unis et les prix au Canada; mais ce que nous pouvons et avons tenté de faire, — et jusqu'ici avec un succès presque complet, — c'est d'empêcher que ne se produisent chez nous les hausses extrêmes qui ont eu lieu chez nos voisins, et les hausses plus sensationnelles encore qu'on a vues dans d'autres pays.

Protestations du public contre la hausse des prix

Rien d'étonnant à ce que la hausse des prix ait donné lieu à l'indignation et aux accusations. Je vous l'ai déjà dit, la nature humaine ne serait plus ce qu'elle est si les gens s'abstenaient de protester contre un état de choses qui rend la vie encore plus difficile pour presque tout le monde qu'elle ne l'est déjà. Qu'on ne s'étonne pas si certains intérêts jugés respon-